



SOMMAIRE

BREVES

p.3 à 6

☆ Affaires sociales

[« Charte des femmes » : l'UE renforce son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes](#)

☆ Agriculture

[Hausse des superficies consacrées à l'agriculture bio](#)

☆ Concours

[Lancement de la 5^{ème} édition du prix de l'ARE pour l'innovation](#)

☆ Elargissement

[La Commission rend son avis sur la demande d'adhésion de l'Islande](#)

☆ Energie

[Plan de relance économique : sélection d'une 2^{ème} série de projets dans le domaine du gaz et de l'électricité](#)

[La Commission adopte un rapport sur la durabilité de la biomasse](#)

☆ Environnement

[Lancement d'un débat public sur la protection des forêts d'Europe contre le changement climatique](#)

[Changement climatique : présentation d'une stratégie pour redynamiser l'action mondiale après Copenhague](#)

☆ Institutions européennes

[Changements organisationnels à la Commission européenne](#)

☆ Statistiques

[PIB/habitant des régions européennes : toujours de grandes divergences](#)

☆ Union pour la Méditerranée

[Inauguration du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée](#)

Revue de presse

p.7 à 8

Agenda

p.9 à 10

Appels d'Offres

p.11 à 12

Offres de partenariat

p.13

Consultations

p.14

Bibliothèque

p.15 à 16

A LA UNE

Europe 2020 : une nouvelle stratégie économique européenne

La Commission européenne a présenté, le 3 mars dernier, sa stratégie Europe 2020 en vue d'apporter une réponse européenne à la crise économique actuelle et de préparer l'économie de l'UE pour la décennie à venir, en anticipant les grands défis tels que le vieillissement de la population, le changement climatique, la mondialisation (voir rubrique [«Bibliothèque»](#)).

La stratégie Europe 2020, qui succède à la stratégie de Lisbonne, se concentre sur **3 priorités d'actions** interdépendantes qui se renforcent mutuellement :

- **une croissance intelligente**, en développant une économie fondée sur la connaissance et l'innovation;
- **une croissance durable**, en promouvant une économie sobre en carbone, économe en ressources et compétitive;
- **une croissance inclusive**, en encourageant une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs seront mesurés au travers **5 grands objectifs** représentatifs de l'UE, que les 27 États membres devront convertir en objectifs nationaux :

- 75% de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi (seul 69 % de la population en âge de travailler occupe actuellement un emploi);
- 3% du PIB de l'UE devrait être investi dans la R&D (au lieu des 2 % actuels);
- les objectifs 20/20/20 en matière de climat et d'énergie devraient être atteints;
- le taux d'abandon scolaire devrait être ramené à moins de 10 % (il est de 15% actuellement) et 40 % au moins des jeunes devront obtenir un titre ou un diplôme (contre 31% de nos jours);
- réduire de 20 millions le nombre de personnes menacées par la pauvreté (80 millions de personnes luttent contre la pauvreté de nos jours).

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B- 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

Pour réaliser ces objectifs, la Commission propose **7 initiatives** qui engageront tous les niveaux : institutions européennes, États membres et autorités locales et régionales :

- Une Union de l'innovation : il s'agira d'améliorer les conditions cadres et l'accès aux financements pour la R&D afin de transformer en produits et services les idées innovantes. A titre d'exemple, le brevet communautaire devrait ainsi faire économiser 289 millions d'€ aux entreprises européennes chaque année;
- Jeunesse en mouvement : permettra de renforcer la qualité et l'attractivité internationale du système d'enseignement supérieur européen en promouvant la mobilité des étudiants et des jeunes en début de carrière;
- Une stratégie numérique pour l'Europe, qui garantira des bénéfices économiques et sociaux durables grâce à un marché numérique unique basé sur l'Internet à très haut débit. Tous les Européens devraient avoir accès à l'Internet à haut débit d'ici 2013;
- Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources, qui soutiendra le passage à une économie sobre en carbone et économe en ressources ;
- Une politique industrielle pour une croissance verte qui améliorera l'environnement des entreprises, notamment des PME et soutiendra le développement d'une base industrielle durable;
- Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois : il faudra créer les conditions favorables à la modernisation des marchés du travail dans le but d'améliorer les taux d'emploi ;
- Une plateforme européenne contre la pauvreté qui garantira une cohésion économique, sociale et territoriale en aidant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et en leur permettant de participer activement à la société.

Ces 7 initiatives phares bénéficieront de la mobilisation des instruments financiers de l'UE, tels que les Fonds structurels, les Fonds de développement rural, le programme-cadre de R&D, les RTE et les prêts préférentiels de la BEI.

Les méthodes de gouvernance seront également consolidées pour garantir que les engagements se traduisent en actions efficaces sur le terrain. Les États membres auront donc leurs propres objectifs prédéfinis, distincts des objectifs communautaires, et ils devront fournir un rapport annuel de progression au Conseil européen. La Commission suivra les progrès accomplis et dans un souci de cohérence, les rapports et évaluations concernant Europe 2020 et le Pacte de stabilité et de croissance seront réalisés simultanément, ce qui permettra à ces 2 stratégies de poursuivre des objectifs de réforme similaires tout en conservant leur identité propre.

Le calendrier à venir concernant la Stratégie Europe 2020 est le suivant :

- 25-26 mars 2010 : accord du Conseil européen sur les objectifs communautaires ;
- 17-18 juin 2010 : adoption finale de la stratégie et des objectifs par pays.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/eu2020/index_fr.htm

AFFAIRES SOCIALES

« Charte des femmes » : l'UE renforce son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes



Le 5 mars dernier, la Commission européenne a renforcé son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'adoption d'une « Charte des femmes ». Cette déclaration politique met en évidence 5 domaines d'action essentiels et engage la Commission à prendre en considération l'égalité entre les sexes dans toutes ses politiques pendant les années à venir. La Charte vise ainsi à promouvoir :

- l'égalité sur le marché du travail et une indépendance économique égale pour les femmes et les hommes, par le biais de la stratégie Europe 2020 ;
- le principe « à travail égal, salaire égal », en coopérant avec les États membres pour réduire sensiblement l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes ;
- l'égalité dans le processus de prise de décision par des actions d'encouragement de l'UE ;
- la dignité, l'intégrité et l'élimination de la violence fondée sur le sexe au moyen d'un cadre d'action détaillé ;
- l'égalité entre les sexes au-delà de l'UE, en abordant cette question dans les relations extérieures et avec les organisations internationales.

La Charte sera suivie par une nouvelle stratégie pour l'égalité entre les sexes qu'adoptera la Commission dans quelques mois. Cette stratégie fournira un cadre coordonné à l'action transversale dans tous les domaines d'activité de l'UE.

Concernant plus spécifiquement l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes (de 18% en moyenne dans l'UE), la Commission européenne souhaite consulter les partenaires sociaux européens et analyser l'incidence d'un certain nombre de solutions envisageables, comme le renforcement des sanctions, l'instauration de la transparence en matière salariale et le compte rendu régulier de l'évolution des écarts de rémunération. La Commission vient également d'entreprendre une étude sur les initiatives visant à promouvoir l'égalité entre les sexes sur le lieu de travail, dont les résultats seront présentés en mai prochain.

Enfin, une nouvelle enquête Eurobaromètre sur l'égalité hommes-femmes montre que 62% des Européens estiment que des inégalités entre les sexes subsistent dans de nombreux secteurs de la société. Cette enquête révèle aussi que les 2 priorités d'action des européens dans ce domaine sont la lutte contre la violence faite aux femmes et l'élimination de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes (92% et 82%, respectivement, des répondants considèrent que ces 2 problèmes doivent faire l'objet de mesures urgentes). 61% d'entre eux pensent en outre que les décisions prises au niveau de l'UE jouent un rôle important dans la lutte contre l'inégalité entre les sexes (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

Plus d'infos : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=708&furtherNews=yes>

AGRICULTURE

Hausse des superficies consacrées à l'agriculture bio

Selon des données publiées récemment par Eurostat, les superficies consacrées à l'agriculture biologique dans l'UE représentaient 7,8 millions d'hectares en 2008, soit une hausse de 7% par rapport à 2007.

Les 5 États membres de l'UE qui présentent les plus importantes superficies d'agriculture biologique sont l'Espagne (1,3 million d'hectares), l'Italie (1 million d'ha), l'Allemagne (0,9 million d'ha), le Royaume-Uni (0,7 million d'ha) et la France (0,6 million d'ha).

Les 3 utilisations principales des terres biologiques ont été les pâturages et les prairies (44%), les cultures arables (37% : essentiellement des céréales, fourrages herbacés et autres cultures) et les cultures permanentes (10%).

Plus d'infos : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home>

ELARGISSEMENT

La Commission rend son avis sur la demande d'adhésion de l'Islande

La Commission européenne a rendu, le 24 février dernier, son avis recommandant l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Islande suite à la demande d'adhésion de ce pays à l'UE (voir Echos d'Europe n°44 et 48). Dans son avis (voir rubrique « *Bibliothèque* »), la Commission reconnaît que l'Islande adhère aux valeurs communes de l'UE, telles que la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme, et recense également les défis que le pays devra relever sur la voie de l'adhésion.

Il revient maintenant au Conseil de l'UE de se décider sur l'ouverture d'adhésion. La Commission espère que le processus démarrera au 2nd semestre 2010 et qu'il ne durera qu'au maximum 14 mois.

ENERGIE

Plan de relance économique : sélection d'une 2ème série de projets dans le domaine du gaz et de l'électricité

La Commission européenne vient d'identifier, dans le cadre du plan européen de relance économique, 43 grands projets dans le domaine de l'énergie. Ce sont ainsi 2,3 milliards d'€ qui seront débloqués pour 31 projets de gazoduc (1,39 milliards d'€) et pour 12 projets d'interconnexion électrique (910 millions d'€). Les projets retenus contribueront à la réalisation de grands investissements qui risquaient d'être repoussés en raison du ralentissement économique. La contribution de l'UE, qui servira à cofinancer les projets à hauteur de 50%, permettra de dégager jusqu'à 22 milliards d'€ de fonds privés. Les 2,3 milliards d'€ seront accordés aux développeurs de projet au cours des 18 prochains mois.

Les projets d'infrastructure électrique et gazière sélectionnés reflètent les priorités de l'UE en matière d'énergie, parmi lesquelles la nécessité de mieux interconnecter tous les États membres et de désenclaver des régions isolées, tels que les 3 pays baltes, l'Irlande et Malte. La nécessité est également confirmée de sécuriser davantage l'approvisionnement en gaz en soutenant des projets d'inversion de flux dans 9 États membres et de diversifier les importations (projets Galsi et Nabucco).

Il s'agit de la 2^{ème} décision financière au titre du paquet pour la relance économique, dont le montant est de 4 milliards d'€ et de la somme la plus élevée que l'UE ait jamais consacrée à l'infrastructure énergétique.

En décembre dernier, la Commission avait déjà sélectionné, au titre du plan de relance, une 1^{ère} série de 15 projets en matière de captage et stockage du carbone et d'éoliennes en mer.

Avec cette nouvelle décision, le budget destiné aux projets énergétiques dans le programme européen pour la relance est engagé à 97%. La Commission européenne présentera un rapport sur les progrès au Conseil européen les 25 et 26 mars prochains.



La Commission adopte un rapport sur la durabilité de la biomasse

La Commission européenne a adopté, le 25 février dernier, un rapport sur les exigences de viabilité environnementale relatives à l'utilisation de biomasse solide et gazeuse pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement. Ce rapport comporte des recommandations, basées sur la directive de 2009 sur les énergies renouvelables à l'usage des États membres désireux d'introduire un régime national, en vue d'éviter les entraves au fonctionnement du marché intérieur de la biomasse. Selon ces recommandations, les États membres devraient appliquer les critères de viabilité environnementale suivants :

- une interdiction générale d'utiliser la biomasse issue de terres prises sur la forêt, de zones renfermant un important stock de carbone et de zones riches en biodiversité ;
- une méthode commune de calcul des émissions de gaz à effet de serre qui pourrait être utilisée afin que la biomasse permette d'éviter au minimum 35% d'émissions de gaz à effet de serre (ce chiffre devant atteindre 50% en 2017 et 60% en 2018 pour les installations nouvelles), par comparaison avec la répartition des énergies produites à partir de sources fossiles dans l'UE ;
- la différenciation des régimes de soutien nationaux en faveur des installations qui ont des rendements élevés de conversion énergétique ;
- le contrôle de l'origine de la biomasse.

La Commission européenne conseille en outre de ne pas appliquer les critères de viabilité environnementale aux déchets et d'appliquer les exigences en matière de viabilité environnementale aux grands producteurs d'énergie d'une puissance thermique ou électrique de 1 MW au moins.

Au rapport est joint une analyse d'impact, qui montre que des critères contraignants généreraient des coûts importants pour les acteurs économiques en Europe, en gardant à l'esprit qu'au moins 90% de la biomasse consommée dans l'UE provient de résidus forestiers et de produits dérivés d'autres industries en Europe. Conformément à la directive sur les énergies renouvelables, les États membres doivent communiquer leur plan d'action national en matière d'énergies renouvelables pour juin 2010. Un réexamen est prévu dans 18 mois afin de déterminer si le régime doit être modifié, notamment par l'introduction de normes obligatoires.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/energy/renewables/transparency_platform/transparency_platform_en.htm

ENVIRONNEMENT

Lancement d'un débat public sur la protection des forêts d'Europe contre le changement climatique



La Commission européenne a adopté, le 1^{er} mars dernier, un livre vert présentant les principaux problèmes qui touchent les forêts européennes, les systèmes d'information existants sur les forêts et les instruments disponibles pour en assurer la protection, (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

Si la politique forestière relève principalement de la compétence des États membres, il convient pour la Commission d'axer le débat sur la manière dont le changement climatique modifie la donne en matière de gestion et de protection des forêts en Europe et sur l'orientation à imprimer à la politique de l'UE pour accroître sa contribution aux initiatives mises en œuvre par les États membres.

Ce document marque le lancement d'une consultation publique, qui sera clôturée le 31 juillet prochain, et soulève une série de questions à examiner dans le cadre de l'élaboration de solutions stratégiques futures (voir rubrique « [Consultations](#) ») :

- Faut-il prêter davantage attention au maintien, à l'équilibre et au renforcement des services rendus par les forêts ?
- Le secteur forestier de l'UE est-il prêt à faire face à la nature et à l'ampleur des problèmes que pose le changement climatique ?
- Les politiques de l'UE et des États Membres sont-elles suffisantes pour permettre à l'UE de contribuer à la protection des forêts, notamment en les préparant au changement climatique et en préservant leur biodiversité ?
- Comment actualiser la mise en œuvre pratique de la gestion forestière durable de manière à maintenir les fonctions de production et de protection des forêts et la viabilité globale du secteur forestier tout en renforçant la résilience des forêts de l'UE face au changement climatique et à la perte de biodiversité ?
- Les informations dont on dispose actuellement au sujet des forêts permettent-elles d'évaluer de façon suffisante la santé et l'état des forêts de l'UE, leur potentiel de production, leur bilan carbone, leurs fonctions de protection, les services rendus à la société et leur fonction sociale, et la viabilité globale de la foresterie ?

Le Livre vert fera également l'objet de discussions lors d'une conférence sur la protection des forêts, qui se tiendra les 6 et 7 avril prochains à Valsain (Espagne) à l'initiative de la présidence espagnole de l'UE.

La Commission réunira les parties intéressées le 3 juin prochain à Bruxelles à l'occasion de la « Semaine verte », publiera les contributions sur le site internet Europa au débat et présentera sa propre analyse des principaux résultats de la consultation.

Changement climatique : présentation d'une stratégie pour redynamiser l'action mondiale après Copenhague

La Commission européenne a présenté, le 9 mars dernier, une stratégie pour contribuer à prolonger les efforts internationaux de lutte contre le changement climatique (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »), dans laquelle :

- elle propose une feuille de route pour le processus de négociations des Nations unies qui reprendra en avril prochain. Les orientations politiques contenues dans l'accord de Copenhague, conclu en décembre dernier, qui n'a pas été formellement adopté en tant que décision des Nations unies, doivent être intégrées dans les textes de négociation de l'ONU qui constituent la base du futur accord mondial sur le climat. L'UE serait disposée à conclure un accord mondial juridiquement contraignant lors de la conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Cancun (Mexique) à la fin de l'année, mais elle a conscience du fait que les divergences de vues entre pays pourraient retarder la conclusion d'un tel accord jusqu'en 2011 ;
- elle rappelle que l'UE s'est engagée à réduire d'ici 2020 ses émissions de 20% et à porter cette réduction à 30 % en cas d'accord mondial. En vue du Conseil européen de juin prochain, la Commission analysera les politiques qui devront être mises en pratique pour appliquer cette réduction. Elle présentera par la suite la voie à suivre pour que l'UE opère sa transition vers une économie à faibles émissions de CO₂ d'ici 2050. Son but est de trouver des solutions intelligentes bénéfiques non seulement au niveau du changement climatique, mais aussi en matière de sécurité énergétique et de création d'emplois ;
- elle propose que l'UE commence à appliquer l'accord de Copenhague et que l'engagement qu'elle a pris de fournir chaque année 2,4 milliards d'€ dans le cadre de l'assistance financière aux pays en développement entre 2010 et 2012 soit être mis en œuvre rapidement ;
- elle estime que l'UE devra intensifier ses échanges avec les pays tiers afin d'instaurer la confiance envers la conclusion d'un accord mondial et réfléchir à des décisions spécifiques et pragmatiques qui pourraient être adoptées à Cancun.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/environment/climat/future_action_com.htm

INNOVATION

Lancement de la 5^{ème} édition du prix de l'ARE pour l'innovation

L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) vient de lancer la 5^{ème} édition de son prix pour l'innovation qui récompense des régions en Europe qui ont initié, nourri et mis en œuvre des stratégies innovantes sur leur territoire. Les différentes thématiques dans lesquels peuvent s'inscrire les projets régionaux sont :

- l'économie : actions contribuant à rendre les produits et services européens plus compétitifs (soutien à la création de PME, primes à l'innovation, mesures en faveur de la création d'emplois) ;
- les personnes : actions contribuant à faire de l'UE une économie de la connaissance en investissant dans les personnes et en améliorant leurs compétences (investissement en matière d'éducation, de formation professionnelle, promotion de l'apprentissage tout au long de la vie) ;
- recherche et développement : action contribuant à améliorer la position de l'UE sur le marché de la recherche et de la technologie et donner une existence à l'espace européen de la recherche (promotion des investissements en matière de R&D et des liens entre recherche et utilisateurs finaux).

La date limite de soumission des candidatures est le 1er juin 2010. Les régions gagnantes recevront leur prix lors de l'Assemblée Générale de l'ARE à Istanbul (Turquie), les 11 et 12 novembre prochains 2010.

Plus d'infos : <http://www.aer.eu/fr/themes-majeurs/developpement-economique/prix-europeen-des-regions-innovantes.html>

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Changements organisationnels à la Commission européenne

Suite à l'investiture de la nouvelle Commission européenne et à la nouvelle allocation des portefeuilles des commissaires européens, les changements suivants ont été apportés à l'organisation de cette institution :

- la création de 2 nouvelles directions générales (DG) : la DG Energie (ENER) et la DG Climat (CLIM) ;
- le changement de dénomination de la DG Transports et Energie qui devient la DG Mobilité et Transports (MOVE) ;
- un transfert de compétences : les aides d'Etat dans les transports sont désormais traitées par la DG Concurrence.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/about/ds_fr.htm

STATISTIQUES

PIB/habitant des régions européennes : toujours de grandes divergences

Selon les dernières données publiées par Eurostat, le PIB par habitant des 271 régions (NUTS 2) de l'UE variait, en 2007, entre 26% de la moyenne de l'UE dans une région de Bulgarie (Severozapaden) et 334% dans la région du Grand Londres au Royaume-Uni

Parmi les 41 régions dépassant le seuil de 125%, 9 régions se trouvent en Allemagne, 5 aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, 4 en Autriche, 3 en Espagne et en Italie, 2 en Belgique et en Finlande, et **1 en France** (Ile de France : 168,7%) et en République tchèque, au Danemark, en Irlande, en Grèce, en Slovaquie, en Suède, ainsi qu'au Grand-duché de Luxembourg.

Les régions ayant le plus faible PIB/habitant se situaient toutes en Bulgarie et en Roumanie. Parmi les 66 régions disposant d'un PIB/habitant inférieur à 75% de la moyenne communautaire, 15 se trouvent en Pologne, 7 en Grèce et en Roumanie, 6 en Bulgarie, en République tchèque et en Hongrie, 4 en Italie et au Portugal, 3 en Slovaquie, **2 en France** (Réunion : 62,5% et Guyane : 48,7%), 1 région en Espagne, en Slovénie, au Royaume-Uni, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

A noter que le PIB par habitant de la Corse s'élevait en 2007, selon les données Eurostat, à 84,5% de la moyenne communautaire, soit en baisse par rapport aux données Eurostat de 2006 (85,8% de la moyenne communautaire). L'ensemble des régions françaises métropolitaines affichent d'ailleurs un PIB/hab. en baisse par rapport aux données de 2006, à l'exception de l'Alsace.

Plus d'infos : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home>

UNION POUR LA MEDITERRANEE

Inauguration du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée

Le 4 mars dernier s'est déroulée la cérémonie d'inauguration du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), qui rassemble les Etats membres de l'UE et 16 partenaires du Sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

Le secrétariat général est basé à Barcelone (Espagne) et est dirigé par l'ancien ambassadeur de Jordanie à Bruxelles, Ahmed MASSA'DEH, pour un mandat de 3 ans.

Une des fonctions du secrétariat général de l'UpM est de proposer des initiatives conjointes (émanant des autorités nationales ou régionales, de la société civile ou du secteur privé). Lorsque les projets seront approuvés par le Sommet, le secrétariat aura pour charge d'en assurer le suivi et la promotion, et de chercher des partenaires pour leur mise en œuvre. Le prochain Sommet se déroulera en juin prochain à Barcelone.

BUDGET, ÉCONOMIE, FINANCES

L'Union européenne se cherche une stratégie de croissance L'Expansion 3/03/10

http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/l-union-europeenne-se-cherche-une-strategie-de-croissance_227900.html

L'idée d'un gouvernement économique européen progresse parmi les Vingt-Sept Le Monde 4/03/10

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/03/l-idee-d-un-gouvernement-economique-europeen-progresse-parmi-les-vingt-sept_1313676_3214.html

Avis de tempête sur l'Union monétaire européenne Le Monde 6/03/10

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/03/05/avis-de-tempete-sur-l-union-monetaire-europeenne-par-heiner-flassbeck_1314796_3232.html

L'Allemagne veut un FMI européen Le Figaro 8/03/10

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/03/08/04016-20100308ARTFIG00509-l-allemande-veut-un-fmi-europeen-.php>

Au lointain FME, Barroso oppose un mécanisme d'aide Les Echos 9/03/10

http://www.lesechos.fr/info/inter/reuters_00236428-au-lointain-fme--barroso-oppose-un-mecanisme-d-aide.htm

Un projet qui soulève de multiples interrogations Les Echos 10/03/10

<http://www.lesechos.fr/info/inter/020405201915-un-projet-qui-souleve-de-multiples-interrogations.htm>

"Irresponsabilité partagée" de la Grèce et de l'Europe L'Express 11/03/10

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/irresponsabilite-partagee-de-la-grece-et-de-l-europe_854516.html

Gestion alternative : la Commission européenne se défend de tout protectionnisme Les Echos 12/03/10

<http://www.lesechos.fr/info/marches/020410977404-gestion-alternative---la-commission-europeenne-se-defend-de-tout-protectionnisme.htm>

Grèce : les Européens vont débloquer 20 milliards Le Figaro 12/03/10

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/03/12/04016-20100312ARTFIG00735-grece-les-europeens-ont-mis-au-point-leur-plan-de-soutien-.php>

Les Européens ont mis au point les modalités du plan de soutien financier Le Monde 13/03/10

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/12/les-europeens-ont-mis-au-point-les-modalites-du-plan-de-soutien-financier-a-la-grece_1318034_3214.html

Les 27 à la recherche d'un accord sur l'encadrement des fonds Le Monde 14/03/10

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/13/les-vingt-sept-a-la-recherche-d-un-accord-sur-l-encadrement-des-fonds-speculatifs_1318639_3214.html

Directive européenne sur les « hedge funds » : Gordon Brown confiant dans un compromis européen Les Echos 15/03/10

<http://www.lesechos.fr/info/inter/020414440744-directive-europeenne-sur-les---hedge-funds-----gordon-brown-confiant-dans-un-compromis-europeen.htm>

CONCURRENCE

L'Union européenne se prépare à des restructurations industrielles et mise sur le vert Le Point 1/03/10

<http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2010-03-01/bruxelles-l-union-europeenne-se-prepare-a-des-restructurations-industrielle/916/0/429089>

INSTITUTIONS EUROPÉENNES, VIE POLITIQUE

Europe, au royaume des Belges L'Express 5/03/10

http://www.lexpress.fr/actualite/indiscret/europe-au-royaume-des-belges_853125.html

Mal à l'Europe Le Monde 7/03/10

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/03/06/mal-a-l-europe-par-herve-kempf_1315314_3232.html

Diplomatie européenne : Mme Ashton n'a pas encore convaincu Le Monde 7/03/10

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/06/diplomatie-europeenne-mme-ashton-n-a-pas-encore-convaincu_1315333_3214.html

Catherine Ashton passe la vitesse supérieure L'Express 10/03/10

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/catherine-ashton-passe-la-vitesse-superieure_854352.html

Présidence de l'Europe : le trio fonctionne Les Echos 10/03/10

<http://www.lesechos.fr/info/analyses/020405036701-presidence-de-l-europe---le-trio-fonctionne.htm>

NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'Internet à haut débit, futur "service universel" dans l'Union européenne Le Monde 3/03/10

http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/03/02/l-internet-a-haut-debit-futur-service-universel-dans-l-union-europeenne_1313496_651865.html

OPINIONS

Je voudrais qu'on arrête le politiquement correct" par Jean-Dominique Giuliani l'Express 3/03/10

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/je-voudrais-qu-on-arrete-le-politiquement-correct_852489.html

Un gouvernement économique pour l'Europe, c'est maintenant ! par Guillaume Klossa, Jean-François Jamet Le Monde 11/03/10

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/03/10/un-gouvernement-economique-pour-l-europe-c-est-maintenant-par-guillaume-klossa-jean-francois-jamet_1317230_3232.html

PÊCHE

L'Union européenne avance vers la protection du thon rouge Le Point 22/02/10

<http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2010-02-22/l-union-europeenne-avance-vers-la-protection-du-thon-rouge/924/0/426623>

L'Europe sur la ligne bémol pour sauver le thon rouge Libération 11/03/10

<http://www.liberation.fr/terre/0101623789-l-europe-sur-la-ligne-bemol-pour-sauver-le-thon-rouge>

L'UE pour une interdiction du commerce de thon rouge Le Monde 11/03/10

http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/03/10/l-ue-pour-une-interdiction-du-commerce-de-thon-rouge_1317360_3244.html

POLITIQUE DE COHÉSION

Fonds structurels : Une aide européenne précieuse pour la France L'Express 26/02/10

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/une-aide-europeenne-precieuse-pour-la-france_851376.html

La France demande l'activation du fonds de solidarité de l'UE Nouvel Obs 2/03/10

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20100301.OBS8364/?xtmc=union-europeenne&xtcr=20>

RELATIONS EXTÉRIEURES

L'UE met Israël sous pression Libération 13/03/10

<http://www.liberation.fr/monde/0101624350-l-ue-met-israel-sous-pression>

SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Grippe A : des eurodéputés demandent une commission d'enquête Le Monde 10/03/10

http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/03/09/grippe-a-des-eurodeputes-demandent-une-commission-d-enquete_1316825_3244.html

AGENDA EUROPEEN

 **17-18 mars** : Réunion sur la politique territoriale, Malaga (Espagne)

18-19 mars : **Sommet 2010 des Consommateurs européens** organisé par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.european-consumer-summit.eu/ligaris.html>

22 mars : **Journée d'information sur l'appel à propositions RTE-E** organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/energy/infrastructure/grants/2010_04_30_ten_e_en.htm

 **22-23 mars** : Conseil Affaires générales et relations extérieures, Bruxelles

22-24 mars : **5^{ème} conférence annuelle sur les fonds structurels européens** organisée par l'Académie européenne pour les taxes, l'économie et les lois, Berlin (Allemagne)
Information et inscription : http://www.europaeische-akademie.net/fileadmin/user_upload/dateien/conferences/Brochure_EU_Funds_2010_PR.pdf

22-26 mars : **Semaine européenne de l'énergie durable**
Information et inscription : <http://www.eusew.eu/>

24 mars : **Débat sur « La filière des biocarburants en Europe : un acteur du développement durable »** organisé par le Think Tank Confrontations Europe dans le cadre de la semaine européenne de l'énergie durable, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.confrontations.org/spip.php?article679>


24 mars : **Symposium européen sur « Un futur pour une Politique Agricole Commune forte »** organisé par l'Agence Flandres-Europe, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.vleva.eu/en/?q=node/90>

25 mars : **Conférence sur « Les Fonds structurels, un outil important pour les villes et municipalités en matière de protection climatique »** organisée par la FEDARENE dans le cadre de la semaine européenne de l'énergie durable, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.eusew.eu/>

23-24 mars : **Célébration des 25 ans de la Capitale européenne de la Culture** organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/culture/news/news2459_en.htm

23-24 mars : **6^{ème} conférence européenne sur les structures de recherche « ECRI2010 »** organisé par le ministère espagnol des sciences et de l'innovation et la Commission européenne, Barcelone (Espagne)
Information et inscription : <http://www.ecri2010.es/en>

 **25-26 mars** : Conseil européen, Bruxelles

 **25-28 mars** : Réunion informelle sur l'Égalité des chances, Valence (Espagne)

26 mars : **Conférence sur « Quel avenir pour le lait ? »** organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/agriculture/events/milk-conference-2010/index_en.htm

28-31 mars : **1^{ère} Conférence Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement** organisée par Agropolis International, Montpellier
Information et inscription : <http://www.agropolis.fr/actualites/gcard-2010.html>

 **29-30 mars** : Conseil Agriculture et Pêche, Bruxelles

 = Événements institutionnels

30-31 mars : 3èmes rencontres des administrations et collectivités éco-responsables organisées par l'ADEME, Paris
Information et inscription : <http://www.rencontres-ecoresponsabilite.fr/>


 **30-31 mars** : Ministérielle informelle sur la Culture, Barcelone (Espagne)


1er avril : Animation régionale des appels à proposition Energie et Environnement PCRD et CIP organisée par les Points de Contact Nationaux des thématiques Energie et Environnement du 7ème Programme Cadre de Recherche et Développement, du programme Energie Intelligente pour l'Europe et Eco-Innovation du programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation, Paris
Information et inscription : <http://www.pcn-energie.fr>

13 avril : Journée d'information sur le volet Eco-innovation du programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : <https://webgate.ec.europa.eu/fmi/scic/ecoinnov2010/registration.php>

13 avril : Forum sur « Les macro-régions en Europe : intégration par la coopération territoriale » organisé par le Comité des Régions, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.cor.europa.eu/pages/EventTemplate.aspx?view=folder&id=177a95fc-ce27-4d76-82ce-457420963ce4&sm=177a95fc-ce27-4d76-82ce-457420963ce4>

13-14 avril : 4^{ème} Conférence sur le 7ème PCRD : de la reprise à la durabilité économique (thème : les PPP lancés en 2009) organisée dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, Madrid (Espagne)
Information et inscription : <http://www.r2sconference.eu/index.php>

 **13-14 avril** : Réunion informelle des ministres de l'Education, Madrid (Espagne)

 **14-15 avril** : Session plénière du Comité des Régions, Bruxelles

 **15-18 avril** : Conseil informel Affaires économiques et financières, Bruxelles

15-16 avril : Séminaire sur les énergies marines renouvelables organisé par la CRPM, Santander (Espagne)
Information et inscription : <http://www.crpm.org/fr/index.php?act=6,1,2,181>

 = Événements institutionnels

APPELS D'OFFRES

DERNIERS APPELS D'OFFRES

AUDIOVISUEL

- ☆ MEDIA 2007 — Développement, distribution, promotion et formation — Appel à propositions — EACEA/03/10 — Soutien à la distribution transnationale de films européens — Le soutien «automatique» 2010
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°38 du 16 février 2010, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:038:0004:0005:FR:PDF>
- ☆ MEDIA 2007 — Développement, diffusion, promotion et formation — Appel à propositions — EACEA/06/10 — Soutien pour la diffusion transnationale de films européens — The «Sales agent scheme» 2010
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°45 du 23 février 2010, page 17
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:045:0017:0019:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- ☆ Appel à propositions 2010 — Exercices, mécanisme de protection civile de l'Union
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°60 du 11 mars 2010, page 14
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:060:0014:0014:FR:PDF>

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- ☆ Appel de propositions dans le cadre du programme de travail de l'initiative technologique conjointe ENIAC Joint Undertaking
ENIAC-2010-1
Echéance : 30 avril 2010 (brève description du projet) et 30 juillet 2010 (projet complet)
JOUE C n°48 du 26 février 2010, page 5
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:048:0005:0005:FR:PDF>
- ☆ Appel de propositions dans le cadre du programme de travail du Artemis
ARTEMIS-2010-1
Echéance : 26 mars 2010 (brève description du projet) et 1er septembre 2010 (projet complet)
JOUE C n°48 du 26 février 2010, page 6
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:048:0006:0006:FR:PDF>

RESEAUX TRANSEUROPEENS

- ☆ Appel à propositions dans le cadre du programme de travail pluriannuel 2010 en vue de l'octroi de subventions dans le domaine du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour la période 2007-2013
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°38 du 16 février 2010, page 3
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:038:0003:0003:FR:PDF>
- ☆ Appel à propositions dans le cadre du projet de programme de travail annuel en vue de l'octroi de subventions dans le domaine du réseau transeuropéen de l'énergie (RTE-E) pour l'année 2010
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°41 du 18 février 2010, page 5
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:041:0005:0005:FR:PDF>

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Appel à propositions 2010 pour des actions indirectes au titre du programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication
« Internet plus sûr »
Echéance : 27 mai 2010
JOUE C n°48 du 26 février 2010, page 7
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:048:0007:0012:FR:PDF>

APPELS D'OFFRES EN COURS

AUDIOVISUEL

- ☆ MEDIA International (31 mars 2010)
- ☆ EACEA/23/09 (30 avril 2010)
- ☆ EACEA/29/09 (30 avril 2010)
- ☆ EACEA/02/10 (30 avril 2010)
- ☆ EACEA/19/09 (1^{er} avril 2010, 1^{er} juillet 2010)
- ☆ EACEA/20/09 (12 avril 2010)
- ☆ EACEA/21/09 (12 avril 2010)
- ☆ EACEA/24/09 (30 juin 2010)
- ☆ EACEA/17/09 (7 juillet 2010)
- ☆ EACEA/01/10 (9 juillet 2010)

CITOYENNETE

- ☆ Appel à propositions 2009 «L'Europe pour les citoyens» (2007-2013)
- Action 1 Mesure 1.1 (1^{er} juin 2010 et 1^{er} septembre 2010)
- Action 1 Mesure 1.2 - Réseaux thématiques de villes jumelées (1^{er} septembre 2010)
- Action 1 Mesure 2.1 – Projets citoyens : (1^{er} juin 2010)
- Action 1 Mesure 2.2 – Mesures de soutien (1^{er} juin 2010)
- Action 4 – Une mémoire européenne active (30 avril 2010)

CULTURE

- ☆ Programme Culture (2007-2013) : Volet 1.3 (1^{er} mai 2010)

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ EACEA/41/09
- Programme transversal (31 mars 2010)
- Grundtvig : assistanats, projets de volontariat des seniors (31 mars 2010)
- Comenius, Grundtvig : formation continue (30 avril 2010, 15 septembre 2010)
- Programme transversal : activité clé 1, visites d'étude (31 mars 2010, 15 octobre 2010)
- ☆ EACEA/30/09 Union européenne / Canada (24 mars 2010)
- ☆ EACEA/31/09 UE / États-Unis (8 avril 2010)

ENVIRONNEMENT

- ☆ Appel à propositions 2010 — Instrument financier pour la protection civile (31 mars 2010)

INNOVATION

- ☆ CIP-ICT PSP-2010-4 (1^{er} juin 2010)

JEUNESSE

- ☆ Appel à propositions — EAC/01/10 — Programme «Jeunesse en action» 2007-2013
- Pour les projets soumis aux agences nationales :
 - projets débutant entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre : (1^{er} avril 2010)
 - projets débutant entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier (1^{er} juin 2010)
 - projets débutant entre le 1^{er} décembre et le 30 avril (1^{er} septembre 2010)
 - projets débutant entre le 1^{er} février et le 31 juillet (1^{er} novembre 2010)
- Pour les projets soumis à l'agence exécutive :
 - projets débutant entre le 1^{er} décembre et le 30 avril (1^{er} juin 2010)
 - projets débutant entre le 1^{er} mars et le 31 juillet (1^{er} septembre 2010)

JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

- ☆ JLS/2009/EIFX/CA (3 mars 2010)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- ☆ FP7-PEOPLE-2010-IRSES (25 mars 2010)
- ☆ COST (26 mars 2010)
- ☆ EMRP (28 mars 2010, 11 octobre 2010)
- ☆ ERC-2010-AdG_20100407 (7 avril 2010)
- ☆ FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-NCP (29 avril 2010)
- ☆ FP7-Fission-2010 (8 avril 2010)
- ☆ FP7-TIC-2009-6 (13 avril 2010)

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

OFFRES DE PARTENARIAT

INNOVATION

L'Union des agriculteurs de la région Flandres (Belgique) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions 2010 Energie Intelligente-Europe pour un projet portant sur l'efficacité énergétique pour les serres. Date limite : 30 avril 2010.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

L'Université de Séville (Espagne) souhaite rejoindre un projet, dans le cadre du 7^{ème} PCRD, portant sur les systèmes digitaux, les systèmes intégrés, les systèmes sur puce, le traitement des signaux numériques et les algorithmes hardware.

L'Université de Malaga (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions FP7-ICT-2009.2.1 sur les systèmes cognitifs et les robotiques.

Une PME espagnole spécialisée dans les TIC, Ingenieria y Soluciones Informaticas, cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions FP7-ICT-2009-6 pour un projet concernant les systèmes et services basés sur les TIC pour la mobilité urbaine intelligente.

TOURISME

L'Unioncamere de la région Piémont (Italie) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions 2010 « Réseaux de savoir pour la compétitivité et la durabilité du tourisme européen » pour un projet concernant le tourisme industriel. Les objectifs sont, notamment, de présenter un portrait global du tourisme industriel dans différents Etats membres de l'UE, d'identifier les meilleures pratiques en terme d'organisation et de promotion des visites d'entreprises, d'évaluer l'impact de ce tourisme et de créer un réseau européen d'organisations impliquées dans la promotion du tourisme industriel.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) sera envoyé sur demande

CONSULTATIONS

ENVIRONNEMENT

Annexes II et III de la directive INSPIRE : enquête sur les besoins des utilisateurs

Consultation ouverte jusqu'au 31 mars 2010

Pour y participer : <http://inspire.jrc.ec.europa.eu/index.cfm/pageid/601>

Le Livre vert concernant la protection des forêts et l'information sur les forêts dans l'UE : préparer les forêts au changement climatique

Consultation ouverte jusqu'au 31 juillet 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/environment/consultations/forests_en.htm

SOCIETE DE L'INFORMATION

Stratégie européenne d'interopérabilité pour les services publics européens

Consultation ouverte jusqu'au 6 avril 2010

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=EIS>

Préparation du programme stratégique relatif au spectre radioélectrique.

Consultation ouverte jusqu'au 9 avril 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecom/radio_spectrum/_document_storage/consultations/2010_rspp/rspp_consultation.pdf

Le futur service universel à l'ère numérique

Consultation ouverte jusqu'au 7 mai 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecom/library/public_consult/universal_service_2010/index_en.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique Destinataire : Antenne C.T.C.

Tél : 00.322.235.86.12 – Fax : 00.322.235.86.65 – E-mail : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

AFFAIRES SOCIALES

- Eurobaromètre sur l'égalité des sexes en Europe en 2009
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_special_fr.htm#326

AGRICULTURE

- Règlement (UE) no 146/2010 de la Commission du 23 février 2010 modifiant le règlement (CE) no 1122/2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) no 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du règlement (CE) no 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole
JOUE L n°47 du 24 février 2010, page 1
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2010:047:SOM:FR:HTML>
- Décision de la Commission du 11 mars 2010 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du FEOGA, du FEAGA et du FEADER
JOUE L n°63 du 12 mars 2010, page 7
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2010:063:SOM:FR:HTML>

ÉCONOMIE

- Communication de la Commission « Europe 2020 : Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive »
http://ec.europa.eu/eu2020/index_fr.htm

ELARGISSEMENT

- Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Islande à l'Union européenne
COM(2010) 62 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0062:FIN:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- Livre vert concernant « La protection des forêts et l'information sur les forêts dans l'Union européenne : préparer les forêts au changement climatique »
COM(2010) 66 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0066:FIN:FR:PDF>
- Communication de la Commission européenne « La politique climatique internationale post-Copenhague : agir maintenant pour renforcer l'action mondiale en matière de changement climatique » (en anglais uniquement)
COM(2010) 86 final
http://ec.europa.eu/environment/climat/pdf/com_2010_86.pdf

- Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole à la convention sur la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée
COM(2010) 30 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0030:FIN:FR:PDF>

PÊCHE

- Décision de la Commission du 18 décembre 2009 adoptant un programme communautaire pluriannuel pour la collecte, la gestion et l'utilisation de données dans le secteur de la pêche pour la période 2011-2013
JOUE L n°41 du 16 février 2010, page 8
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2010:041:SOM:FR:HTML>

POLITIQUE DE COHESION

- Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des Comptes « Incidence du plan d'action pour le renforcement de la fonction de surveillance de la Commission dans le contexte de la gestion partagée des actions structurelles »
COM (2010) 52 final
http://ec.europa.eu/regional_policy/newsroom/index_fr.htm
- La dimension urbaine des politiques communautaires pour la période 2007-2013
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/guides/urban/index_fr.htm